

# BRÈVES SECTORIELLES

## Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi  
N°2025-01 du 15 janvier 2025

## En bref

### Énergie

1. **Pakistan** : Accord du cabinet fédéral pakistanais pour la vente de 15 % dans le projet minier de Reko Diq à l'Arabie saoudite pour 540 M USD.
2. Les programmes indiens d'efficacité énergétique pour les ampoules des ménages et l'éclairage urbain fêtent leurs dix ans en permettant l'économie d'environ 57 000 GWh par an.
3. Le mois de décembre enregistre un record de production de charbon en Inde.

### Transports

4. **Pakistan** : Le port pakistanais de Gwadar : un potentiel toujours inexploité.
5. Le Premier ministre Modi inaugure la division ferroviaire de Jammu.
6. Le ministre indien des Ports annonce des projets d'une valeur totale de 6,5 Mds USD au port de Kandla, dans le Golfe de Kutch au Gujarat.

### Ville

7. **Bangladesh** : Le projet de ligne 5-sud du métro de Dhaka est relancé, la construction des lignes 5-nord et 1 se poursuit.

## Environnement

8. **Bangladesh** : La Banque mondiale approuve un prêt budgétaire de 500 M USD pour soutenir le Bangladesh dans sa transition vers un développement résilient et durable.
9. L'Inde présente son rapport biennal sur le climat, soulignant le recul rapide des glaciers mais ses progrès dans la réduction des émissions de GES.

## Numérique

10. **Pakistan** : Discussions entre Starlink et le gouvernement pakistanais pour la fourniture d'accès internet par satellite.
11. Les règlements, destinés à préciser la première loi sur la protection des données à caractère personnel, sont ouverts à la consultation publique jusqu'au 18 février.
12. Microsoft annonce plusieurs partenariats en Inde sur l'intelligence artificielle (IA) et 3 Mds USD d'investissement sur les deux prochaines années dans le cloud et l'IA.

# Énergie

## Pakistan

### Accord du cabinet fédéral pakistanais pour la vente de 15% dans le projet minier de Reko Diq à l'Arabie saoudite pour 540 M USD

L'Arabie saoudite est en pourparlers avec le Pakistan pour acquérir une participation de 15 % dans le projet minier de Reko Diq, situé dans la province du Baloutchistan. Ce projet est considéré comme l'un des plus grands gisements inexploités de cuivre et d'or au monde, avec des réserves estimées à 5,9 milliards de tonnes de minerai contenant 0,41 % de cuivre et 41,5 millions d'onces d'or.

Le cabinet fédéral pakistanais aurait récemment donné son accord pour la vente de cette participation pour un montant de 540 M USD qui se ferait en deux temps, avec l'acquisition de 10 % pour un montant de 330 M USD, puis des 5% restant pour 210 M USD. De plus, le Fonds saoudien de développement s'est engagé à apporter un financement de 150 M USD supplémentaires pour soutenir le développement des ressources minérales dans la région du Baloutchistan. Le ministre pakistanais du Pétrole, Musadik Malik, également en charge du secteur minier, a déclaré que l'accord n'était pas encore finalisé mais que les discussions progressaient positivement et qu'un comité de négociation des prix était en charge de mener les pourparlers afin de conclure l'accord dans les meilleurs délais.

Actuellement, la mine de Reko Diq est détenue à 50 % par la société canadienne Barrick Gold, l'une des plus grandes compagnies minières aurifères au monde. Les 50 % restants sont répartis entre trois entreprises publiques fédérales pakistanaises (25 %) et l'état de la province du Baloutchistan (25 %).

Le projet vise une première production en 2028, avec une capacité de traitement combinée prévue de 90 millions de tonnes par an.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

### Les programmes indiens d'efficacité énergétique pour les ampoules des ménages et l'éclairage urbain fêtent leurs dix ans en permettant l'économie d'environ 57 000 GWh par an

Lancé le 5 janvier 2015, le programme *Unnat Jyoti by Affordable LEDs for All* (UJALA) a permis la distribution de 368,7 M d'ampoules LED aux ménages dans 26 des 29 États indiens, et six des sept territoires de l'Union, à un prix réduit.

En 2015, l'entreprise publique EESL (Energy Efficiency Services Limited) a lancé un appel d'offres pour un achat massif d'ampoules LED et a pris en charge l'intégralité des coûts initiaux. Grâce à cette agrégation de la demande des ménages, le prix de détail des ampoules LED a chuté de 450-500 INR en 2014 à seulement 65 INR en 2016, tandis que les ampoules à incandescence 60 W et les lampes fluorescentes compactes (CFL) 14 W coûtaient respectivement entre 100-150 INR et 10-15 INR à l'époque. Le programme UJALA propose deux options de paiement pour l'achat d'ampoules LED : un paiement intégral à l'avance ou un paiement initial de 10 INR (0,12 USD) par ampoule (et jusqu'à huit), avec le solde récupéré mensuellement via la facture d'électricité.

Aujourd'hui, le programme UJALA permet aux consommateurs d'acheter une ampoule LED à 70 INR (0,81 USD), des néons LED à 220 INR (2,54 USD) et des ventilateurs économes à 1100 INR (12,71 USD). Ce programme se traduit par une économie

annuelle d'énergie de 47 883 GWh et de 191,5 M d'INR de facture d'électricité, réduisant les pics de demande d'électricité et les émissions de CO<sub>2</sub> (38,8 Mt par an).

A la même période, le *Street Lighting National Programme* (SLNP) a été lancé pour utiliser des LED pour l'éclairage public avec EESL chargée de la mise en œuvre de ce programme en collaboration avec les collectivités. Ce programme a permis, au 6 janvier 2025, de réaliser des économies d'énergie de plus de 9 001 GWh par an. Cette réalisation a également contribué à une réduction de la demande de pointe de plus de 1 500 MW et à une diminution des émissions de CO<sub>2</sub> de 6,2 Mt par an.

Au total, les deux programmes auraient ainsi permis des réductions de consommation d'électricité équivalentes à la consommation actuelle d'électricité de 47,5 millions de foyers indiens.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

## Le mois de décembre enregistre un record de production de charbon en Inde

Entre le 1er avril et le 31 décembre 2024, la production totale de charbon des mines captives et commerciales en Inde a atteint 131,1 millions de tonnes (MT), soit une augmentation de 34,2 % par rapport à 97,7 MT pendant la même période en 2023. La production de charbon de l'Inde pour l'année complète 2023-24 a atteint un niveau record, avec 997,8 MT, contre 893,2 MT en 2022-23, marquant ainsi une croissance de 11,7 %. Le charbon demeure à ce jour la principale source de génération d'électricité en Inde, représentant 72 % du mix électrique du pays. La production de charbon est pour moitié locale, ce qui inscrit cette industrie dans la logique de l'initiative « Atmanirbhar Bharat » (Inde autonome).

La demande continuera de croître, avec des pics de consommation attendus entre 2030 et 2035, soit un doublement par rapport au niveau actuel.

En parallèle, l'Inde tente de poursuivre des objectifs ambitieux en matière d'énergie renouvelable. Le Ministère des Énergies nouvelles et renouvelables (MNRE) s'est fixé un objectif de 50 % de la capacité installée de production d'électricité à partir de sources d'énergie non fossiles d'ici 2030. De plus, un objectif de 500 GW de capacités électriques de source non fossile a été fixé pour 2031, avec 200 GW déjà atteints à ce jour.

[En savoir plus](#)

# Transports

## Pakistan

### Le port pakistanais de Gwadar : un potentiel toujours inexploité

Le Premier ministre Shehbaz Sharif et le ministre de la Planification et du Développement Ahsan Iqbal ont donné pour instruction au ministère en charge des Affaires maritimes et à l'entreprise publique *National Logistics Cell* (NLC) d'élaborer une feuille de route pour développer les flux commerciaux à partir du port de Gwadar. Récemment Shehbaz Sharif avait aussi ordonné que 60 % des importations et exportations du secteur public transitent par Gwadar. Construit avec l'aide de la Chine et situé dans la province du Baloutchistan, le port de Gwadar est actuellement sous-utilisé : malgré des investissements significatifs, il a traité moins de 1 % du commerce maritime pakistanais au cours de l'exercice 2022-2023. Parmi les raisons avancées, le manque de planification, l'insécurité et l'absence d'infrastructures (accès à l'électricité, l'eau) qui dissuadent les investisseurs et opérateurs commerciaux. En

parallèle, des tensions sont apparues entre le Pakistan et la Chine concernant la gestion et le développement du port.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

## Le Premier ministre Modi inaugure la division ferroviaire de Jammu

Le 8 janvier 2025, le Premier ministre Narendra Modi a inauguré la division ferroviaire de Jammu. Cette nouvelle division renforce les connexions entre le Jammu-et-Cachemire et le reste de l'Inde. Elle devient ainsi la 70e division du réseau ferroviaire indien, qui compte 17 zones. Une division ferroviaire est l'unité administrative la plus petite d'*Indian Railways* (IR) Elle supervise les opérations, la maintenance et les infrastructures. Ce modèle décentralisé permet une gestion plus efficace et une prise de décision plus rapide pour le développement du réseau.

Avant sa création, le Jammu-et-Cachemire était rattaché à la division de Ferozpur, couvrant plus de 1 800 km. La nouvelle division de Jammu, avec ses 742,1 km, intégrera des lignes clés comme l'Udhampur-Srinagar-Baramulla (USBRL), qui relie la vallée du Cachemire au réseau national, ainsi que la ligne Katra-Reasi, achevée en décembre 2024. Cette dernière sera dotée à compter du 26 janvier 2025 des trains à semi grande vitesse indiens *Vande Bharat Express*. Enfin, la division supervisera des projets majeurs, dont le pont ferroviaire du Chenab, le plus haut pont ferroviaire du monde, et le pont Anji Khad, premier pont à haubans en Inde.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

## Le ministre indien des Ports annonce des projets d'une valeur totale de 6,5 Mds USD au port de Kandla, dans le Golfe de Kutch au Gujarat

Le 7 janvier 2025, le ministre indien des Ports, de la Navigation et des Voies navigables, Sarbananda Sonowal, a dévoilé deux projets majeurs au port de Kandla, au Gujarat, pour un investissement total de 570 Mds INR (6,58 Mds USD).

Le premier projet consiste en un investissement de 300 Mds INR (3,4 Mds USD) dans une usine de construction navale destinée à la fabrication de très grands pétroliers (VLCC) et autres navires de grande taille. Ce site, qui s'étendra sur 30 km<sup>2</sup>, aura une capacité de production de 32 navires par an ou de 50 navires en réparation. Le second projet consiste en la construction d'un nouveau terminal pour un investissement de 270 Mds INR (3,1 Mds USD). Il permettra d'augmenter la capacité du port de 135 millions de tonnes par an, en se concentrant sur les marchandises en vrac sec. Ce terminal, situé près de Tuna en dehors de Kandla Creek, optimisera la gestion des cargaisons liquides en libérant les quais existants.

Ces projets font partie de l'engagement de l'Inde à améliorer son infrastructure maritime et s'inscrivent dans la logique *Make in India* et *Atmanirbhar Bharat* (Inde autosuffisante). L'Autorité portuaire de Deendayal (DPA) prépare d'autres projets de développement de capacités avec la construction de nouveaux terminaux à Tuna Tekra et à Vadinar.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)



## Bangladesh

### Le projet de ligne 5-sud du métro de Dhaka est relancé, la construction des lignes 5-nord et 1 se poursuit

Le projet de construction du corridor sud de la ligne de métro *Mass Rapid Transit (MRT) Line-5*, longue de 17,2 km, reliant Gabtoli à Dasherbandi, pourrait finalement être approuvé prochainement par le gouvernement, mettant fin aux spéculations sur son éventuelle suspension ou annulation.

Début 2024, ce projet avait suscité des critiques en raison de son coût estimé à 546 Mds BDT (4,3 Mds USD) après les premières études de faisabilité et de conception. Bien qu'une révision ait été effectuée sous le précédent gouvernement, les critiques ont repris sous le gouvernement intérimaire, principalement en raison des coûts toujours élevés. Des propositions ont été avancées pour rediriger le corridor vers la vieille ville de Dhaka ou suspendre le projet afin de privilégier la réalisation de la ligne MRT-02.

Finalement, une nouvelle révision a permis de réduire fortement les coûts, dorénavant estimés à 477 Mds BDT (3,8 Mds USD) et le projet sera prochainement présenté à la *Planning Commission* pour approbation. Il devrait être principalement financé par la Banque asiatique de développement (BAsD) et la Corée du Sud.

Alors que la première ligne (ligne 6) de métro du pays a été partiellement mise en service en octobre 2023, les travaux sont en cours pour étendre le réseau de transport ferré léger de Dhaka. La construction de la ligne 1, qui aura un tronçon souterrain et un tronçon aérien, a d'ores et déjà débuté et plusieurs appels d'offres sont en cours pour des lots incluant tunnels et stations souterraines. Les travaux sont également en cours sur le tronçon nord de la ligne 5 sous financement japonais. La ligne 4 enfin est au stade de l'étude de faisabilité, un consultant ayant été recruté en mai de cette année.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

## Environnement

### Bangladesh

### La Banque mondiale approuve un prêt budgétaire de 500 M USD pour soutenir le Bangladesh dans sa transition vers un développement résilient et durable

En décembre 2024, la Banque mondiale a approuvé un prêt budgétaire de 500 M USD dans le cadre de son projet « *Second Bangladesh Green and Climate Resilient Development Credit* » qui vise à soutenir le Bangladesh dans sa transition vers un développement résilient et durable. Ce projet représente la deuxième phase d'un programme incluant trois différents soutiens budgétaires. La première phase, également d'un montant de 500M USD, a été approuvée en avril 2023.

Plus spécifiquement, le programme soutient des réformes de politiques publiques visant à (A) renforcer la planification, le financement et la mise en œuvre des interventions publiques au niveau local et national dans le domaine climatique ; et (B) promouvoir des réformes sectorielles clés pour une meilleure durabilité de la production et services. Le pilier A consiste par exemple à améliorer l'efficacité de la

mise en œuvre du Plan Delta du Bangladesh 2100 pour renforcer la résilience climatique et à élargir l'accès aux marchés du carbone. Le pilier B vise notamment à améliorer la gestion de la qualité de l'air et à supprimer progressivement les subventions pour encourager les investissements du secteur privé dans les énergies renouvelables.

[En savoir plus](#)

## L'Inde présente son rapport biennal sur le climat, soulignant le recul rapide des glaciers mais ses progrès dans la réduction des émissions de GES

L'Inde a soumis son 4e rapport biennal de mise à jour (BUR-4) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) le 30 décembre 2024. Ce document, partie intégrante du mécanisme de transparence de l'Accord de Paris, oblige les pays en développement à rendre compte tous les deux ans de leurs efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) et s'adapter aux impacts du changement climatique. Le rapport souligne deux conséquences majeures du changement climatique. D'une part, la modification des saisons de la mousson provoque des sécheresses dans certaines régions et des pluies excessives dans d'autres. D'autre part, le recul accéléré des glaciers de l'Himalaya est une source de préoccupation majeure, engendrant la formation de lacs glaciaires instables et augmentant le risque de catastrophes liées aux inondations glaciaires (GLOFs). De plus, cette fonte provoque des glissements de terrain et des avalanches fréquentes dans les zones montagneuses. Les températures croissantes perturbent également les cycles hydrologiques, menaçant les approvisionnements en eau et les écosystèmes, tandis que les vagues de chaleur extrêmes affectent l'agriculture, réduisant les rendements et la productivité du bétail. En 2024, l'Inde a enregistré son année la plus chaude, dépassant le seuil de 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels et 2025 est projeté comme l'une des années les plus chaudes à l'échelle mondiale.

Cependant, le rapport met également en avant les progrès réalisés en matière de réduction des émissions. L'Inde a réduit de 36% l'intensité carbone de son économie en 2020 par rapport aux niveaux de 2005, en ligne avec son objectif de réduction de 45% d'ici 2030. En 2020, l'Inde a émis 2 959 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>eq, dont 75,6% provenaient du secteur de l'énergie. Les puits de carbone des forêts indiennes, qui représentent 25,17% de son territoire, ont permis de séquestrer l'équivalent de 22% des émissions du pays.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

# Numérique

## Pakistan

### Discussions entre Starlink et le gouvernement pakistanais pour la fourniture d'accès internet par satellite

La ministre des télécommunications a récemment rencontré une délégation de Starlink pour discuter de l'avancement du processus de licence pour le fournisseur d'accès Internet par satellite au Pakistan.

Starlink a déjà été enregistrée auprès de la Securities and Exchange Commission of Pakistan (SECP) mais doit encore obtenir l'approbation du Pakistan Space Activities Regulatory Board, suivie d'une licence opérationnelle de la Pakistan Telecommunication Authority (PTA).

Le gouvernement pakistanais élabore actuellement un cadre réglementaire pour les services de satellites en orbite terrestre basse (LEO), visant à ouvrir le marché à toutes les entreprises internationales, y compris Starlink.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

## **Les règlements, destinés à préciser la première loi sur la protection des données à caractère personnel, sont ouverts à la consultation publique jusqu'au 18 février**

Le Parlement indien a adopté en août 2023 une première loi sur la protection des données à caractère personnel (DPDPA – Digital Personal Data Protection Act), qui n'est pas encore entrée en vigueur et qui devait être précisée dans des règlements. Une première version de ces règlements est désormais soumise à la consultation publique jusqu'au 18 février 2025.

Le DPDPA et les règlements soumis à la consultation publique mettent l'accent sur le consentement éclairé, exigeant des organisations des avis clairs et accessibles aux individus concernant le traitement de leurs données. Ces textes législatifs introduisent également la notion de gestionnaires de consentement, des intermédiaires enregistrés auprès de la Commission de protection des données (qui devra être créée), qui aideront les individus à gérer, réviser et retirer leur consentement. Les règlements incluent des protocoles de traitement des violations de données, imposant une notification immédiate aux personnes concernées et à la Commission de protection des données, ainsi qu'un rapport détaillé dans les 72 heures. De plus, les organisations doivent informer les individus 48 heures avant la suppression de leurs données, tout en respectant les obligations légales.

Pour les « Significant Data Fiduciaries » (SDF), qui traitent certaines catégories de données (non définies à ce stade) ou à grande échelle, les règlements imposent des responsabilités supplémentaires, telles que des évaluations annuelles de l'impact sur la vie privée (DPIA) et des audits.

Pour les transferts transfrontaliers de données, l'Inde adopte une approche de « liste noire », autorisant les transferts sauf vers les pays soumis à des restrictions. Cette liste noire n'a pas été publiée pour le moment.

Les différents acteurs concernés (entreprises, société civile) soulèvent plusieurs points à préciser ou amender qui pourront être intégrés lors de la phase de consultation : mécanisme pour vérifier l'âge des enfants et le lien d'autorité du responsable juridique pour les mineurs, des restrictions sur les transferts transfrontaliers de données spécifiques aux SDF qui pourraient créer une différence de traitement préjudiciable vis-à-vis d'entités plus petites, des domaines sur lesquels des précisions supplémentaires étaient attendues (délais de signalement des violations, obligations relatives aux données existantes, seuils pour définir un SDF...).

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

## **Microsoft annonce plusieurs partenariats en Inde sur l'intelligence artificielle (IA) et 3 Mds USD d'investissement sur les deux prochaines années dans le cloud et l'IA**

Microsoft a annoncé le 8 janvier 2025 des partenariats stratégiques avec le gouvernement indien et des organisations de premier plan dans des secteurs clés afin d'accélérer l'adoption de l'intelligence artificielle (IA) et des technologies cloud. Ces initiatives visent à améliorer la productivité, l'efficacité et l'innovation dans les principales industries indiennes tout en soutenant les objectifs plus larges de transformation numérique du pays. Cette annonce fait suite à l'engagement de Microsoft d'investir 3 Mds USD dans l'infrastructure cloud et IA en Inde au cours des deux prochaines années, y compris l'établissement de nouveaux centres de données.



Les partenariats couvrent plusieurs secteurs. Dans le secteur ferroviaire, Microsoft va collaborer avec l'entreprise publique RailTel pour établir un centre d'excellence en IA et faire progresser la transformation numérique de ce secteur. Dans le domaine de la santé, Microsoft a signé un partenariat avec Apollo Hospitals pour codévelopper des solutions utilisant l'IA, notamment une feuille de route pour «l' Hôpital du futur » et des plateformes mondiales de soins de santé à distance. Dans les services financiers, Bajaj Finserv va s'appuyer sur les services de Microsoft Azure OpenAI pour améliorer l'expérience client, l'efficacité opérationnelle et réaliser des économies. Le groupe Mahindra va également s'associer à Microsoft pour intégrer l'IA dans plusieurs de ces segments d'activités (automobile, agriculture et services financiers) tandis que upGrad, une start-up dans l'éducation par le numérique, va collaborer avec Microsoft pour former 1 M de personnes aux compétences en IA d'ici 2025.

Enfin, Microsoft a signé un Mémoire d'entente (MoU) avec IndiaAI, une division de l'entreprise à but non-lucratif du Ministère de l'électronique et des technologies de l'information chargée des programmes de transition numérique du pays (Digital India Corporation), afin de promouvoir l'innovation en matière d'IA et la croissance inclusive. Il s'agit notamment de former 500 000 personnes, d'établir des centres d'excellence en matière d'IA et de développer des solutions d'IA pour des domaines tels que les soins de santé et l'agriculture.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

[benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : Service Economique Régional de New Delhi

Abonnez-vous : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie-du-sud>